

Condition d'admissibilité :

Diplômes requis au 18 septembre 2007 : diplôme de l'enseignement supérieur de type court obtenu dans l'une des orientations suivantes : biologie médicale, biotechnologie, biochimie, chimie, environnement, diététique ou diplôme d'ingénieur technicien délivré dans l'une de ces orientations.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via le site web du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 23.528,96 EUR, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 10 septembre 2007.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 30 - ayez n° de registre national et n° de réf. sous la main !), par fax (02-788 68 44) ou par lettre (SELOR, AFG07834, boulevard Bischoffsheim 15, 1000 Bruxelles).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Pour que votre inscription soit valable, vous devez indiquer vos nom, prénom, adresse complète, date de naissance, numéro de registre national et le numéro de référence (AFG07834) de la procédure de sélection. Faute de quoi, votre candidature ne sera pas prise en considération.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

Toelaatbaarheidsvereiste :

Vereiste diploma's op 18 september 2007 : diploma van het hoger onderwijs van één cyclus (hoger onderwijs van het korte type) behaald in één van de volgende richtingen : medische laboratoriumtechnologie, biochemie, chemie, milieuzorg, voedings- en dieetkunde en farmaceutische en biologische technieken of diploma van technisch ingenieur afgeleverd in één van deze richtingen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kan verkrijgen bij de diensten van SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op de SELOR-website.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 23.528,96 EUR, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 10 september 2007.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20 - hou rijksregisternr. en referentienr. bij de hand !), fax (02-788 68 44) of brief (SELOR, ANG07834, Bischoffsheimlaan 15, 1000 Brussel).

U kan ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

Om geldig te solliciteren, vermeldt u uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer en het referentienummer (ANG07834) van de selectieprocedure. Zo niet zal met uw sollicitatie geen rekening worden gehouden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

[C - 2007/02145]

**12 JUILLET 2007. — Circulaire n° 575
Extension de départ anticipé à mi-temps**

Aux services publics fédéraux et aux services qui en dépendent, au Ministère de la Défense, ainsi qu'aux organismes d'intérêt public appartenant à la fonction publique fédérale administrative telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

Aux Gouverneurs provinciaux;

Aux Présidents et aux Membres des Gouvernements des Communautés et des Régions;

Aux Collèges des Bourgmestres et des Echevins;

Aux Présidents des Conseils des Centres publics d'action sociale.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la teneur de la présente circulaire à tous les membres du personnel des services, administrations et organismes placés sous votre autorité, contrôle ou tutelle.

La loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public a instauré deux régimes de redistribution du travail, à savoir la semaine volontaire de quatre jours et le départ anticipé à mi-temps. Le départ anticipé à mi-temps est un régime de travail dans le cadre duquel l'agent a le droit de travailler à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans et ce, pour une période maximum de 5 ans. La date du début de la pension était également déterminée lors de la demande de départ anticipé à mi-temps. La décision des intéressés était irrévocable, ce qui signifie qu'il leur était impossible, à partir de ce moment, d'effectuer des prestations à temps plein, et la pension était décidée d'office dès la fin de la période.

La modification de la loi du 10 avril 1995 assouplit ce régime de travail, de sorte que les agents qui bénéficient du départ anticipé à mi-temps ne sont dorénavant plus contraints de prendre une retraite anticipée à l'expiration de la période de 5 ans. Ils peuvent désormais bénéficier du régime du départ anticipé à mi-temps durant 10 ans maximum, entre 55 et 65 ans.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

[C - 2007/02145]

**12 JULI 2007. — Omzendbrief nr. 575
Uitbreiding van de halftijds vervroegde uittreding**

Aan de federale overheidsdiensten en aan de diensten die ervan afhangen, aan het Ministerie van Landsverdediging, evenals aan de instellingen van openbaar nut behorende tot het federaal administratief openbaar ambt zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

Aan de Provinciegouverneurs;

Aan de Voorzitters en de Leden van de Regeringen van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

Aan de Colleges van Burgemeesters en Schepenen;

Aan de Voorzitters van de Raden van de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn.

Ik zou het op prijs stellen indien u de inhoud van deze omzendbrief zou meedelen aan alle personeelsleden van de diensten, besturen en instellingen waarover u gezag, toezicht of voogdij uitoefent.

De wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector heeft twee arbeidsherverdelende werkstelsels ingevoerd, namelijk de vrijwillige vierdagenweek en de halftijdse vervroegde uittreding. De halftijdse vervroegde uittreding werd ingevoerd als een arbeidsstelsel waarbij de ambtenaar het recht heeft om vanaf de leeftijd van 55 jaar halftijds te werken en dit voor een maximumperiode van 5 jaar. Op het ogenblik van de aanvraag tot halftijdse vervroegde uittreding werd tevens de datum bepaald waarop zijn pensioen zal beginnen. De beslissing van de betrokkenen was onherroepelijk dat wil zeggen dat het hem vanaf dat ogenblik onmogelijk was volledige prestaties te verrichten en dat ambtshalve tot het pensioen werd beslist van zodra de periode ten einde loopt.

Met de wijziging van de wet van 10 april 1995 wordt de regeling versoepeld zodat degenen die de halftijdse vervroegde uittreding genieten voortaan niet meer gedwongen worden om op een bepaald ogenblik met vervroegd pensioen te gaan door het uitputten van de periode van 5 jaar. Zij kunnen nu maximaal 10 jaar genieten van de halftijdse vervroegde uittreding, tussen 55 en 65 jaar.

En outre, il est prévu que les agents, qui bénéficient du départ anticipé à mi-temps et qui souhaitent sortir de ce régime, en ont aussi la possibilité. Il convient toutefois de préciser que, lorsqu'ils ont quitté le régime, ils ne peuvent plus y revenir par la suite.

Cette mesure s'applique automatiquement aux agents de la fonction publique administrative fédérale (voir chapitre Ier). En ce qui concerne les agents des administrations locales, l'ancien régime du départ anticipé à mi-temps reste d'application jusqu'à ce que l'application du nouveau régime soit demandée par l'administration dont ils relèvent (voir chapitre II).

I. Fonction publique administrative fédérale

Les membres du personnel occupés au sein de la fonction publique administrative fédérale, qui font déjà usage du départ anticipé à mi-temps avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi, pourront également bénéficier automatiquement de l'assouplissement du régime et de la possibilité de sortir du système.

Par exemple : un agent est entré à l'âge de 56 ans dans le système du départ anticipé à mi-temps. Selon le régime du départ anticipé à mi-temps « ancien système », l'agent devait partir à la retraite au plus tard à l'âge de 61 ans. Les modifications de la loi lui permettent aujourd'hui de continuer à travailler selon le régime du départ anticipé à mi-temps jusqu'à l'âge de 65 ans ou de reprendre le travail à temps plein.

Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi seront traitées de la même manière que les demandes introduites après cette entrée en vigueur. La prolongation de la durée de 5 à 10 ans maximum leur est donc également applicable et ils peuvent aussi décider de sortir du régime du départ anticipé à mi-temps.

II. Administrations locales

Pour les communes, les provinces, les centres publics d'action sociale et les établissements publics et associations de droit public qui dépendent d'une province ou d'une commune, il ne peut être fait usage tant du départ anticipé à mi-temps que de la semaine volontaire de quatre jours qu'après l'introduction d'une demande collective, c'est-à-dire d'une demande émanant de la région organiquement compétente pour exercer la tutelle sur les autorités administratives précitées.

Pour les autorités locales qui sont déjà entrées dans le régime du départ anticipé à mi-temps (ancien système, donc avant la dernière modification), cela signifie que pour pouvoir entrer dans le nouveau régime « élargi », elles doivent introduire une nouvelle demande. Leur demande doit être introduite auprès du Ministre fédéral de la Fonction publique par la région organiquement compétente pour exercer la tutelle sur les autorités locales précitées. Cela signifie que dorénavant, les autorités locales ne peuvent plus envoyer leur demande directement au Ministre de la Fonction publique.

Lorsque l'administration locale est placée dans le champ d'application du nouveau régime, cela signifie que tous les membres du personnel qui font déjà usage du régime du départ anticipé à mi-temps et toutes les nouvelles demandes pour ce régime seront régies par les nouvelles dispositions dès l'accord du Ministre de la Fonction publique. Concrètement, cela signifie que les membres du personnel qui font déjà usage du régime du départ anticipé à mi-temps peuvent également bénéficier de l'assouplissement du régime et sortir de ce régime.

En ce qui concerne les autorités locales qui ont déjà adhéré au régime du départ anticipé à mi-temps et qui n'introduisent pas de demande pour le régime élargi, rien ne change et l'ancien régime reste d'application à tous les membres du personnel qui font déjà usage du régime ainsi qu'aux membres du personnel qui introduisent une nouvelle demande.

Je souligne le fait que les deux mesures de redistribution du travail (la semaine volontaire de quatre jours et le départ anticipé à mi-temps) courent jusqu'au 31 décembre 2007, sauf éventuelle prolongation.

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

Bovendien wordt er voorzien dat ambtenaren die genieten van de halftijds vervroegde uittreding en die wensen uit het stelsel te stappen, dit ook kunnen. Wel moet er hier vermeld worden dat wanneer zij eenmaal uit het stelsel gestapt zijn, zij niet meer kunnen terug instappen.

Voor de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt is deze maatregel automatisch van toepassing (zie hoofdstuk I). Voor ambtenaren van de lokale besturen blijft het oude stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding van toepassing totdat de toepassing gevraagd wordt door het bestuur waaronder ze ressorteren (zie hoofdstuk II).

I. Federaal administratief openbaar ambt

De personeelsleden tewerkgesteld binnen het federaal administratief openbaar ambt en die reeds gebruik maken van de halftijds vervroegde uittreding voor de inwerkingtreding van de wetwijziging zullen automatisch ook kunnen genieten van de versoepeling van het stelsel en de mogelijkheid om uit het systeem te stappen.

Bijvoorbeeld : een ambtenaar is op 56 jaar in het systeem van de halftijds vervroegde uittreding gestapt. Volgens de halftijds vervroegde uittreding 'oude stijl' moest de ambtenaar ten laatste op 61 jaar met pensioen gaan. Door de wijzigingen kan hij nu blijven werken volgens de halftijds vervroegde uittreding tot de leeftijd van 65 jaar of kan hij terug voltijds werken.

De aanvragen die voor de inwerkingtreding van de wetwijziging ingediend worden zullen op dezelfde manier behandeld worden als aanvragen die na de inwerkingtreding ingediend werden. Voor hen gelden dus eveneens de verlenging van maximum 5 naar 10 jaar en zij kunnen ook beslissen om de halftijdse vervroegde uittreding stop te zetten.

II. Lokale overheden

Voor de gemeenten, de provincies, de openbare centra voor het maatschappelijk welzijn en de openbare inrichtingen en publiek-rechterlijke inrichtingen die afhangen van een provincie of een gemeente wordt bepaald dat zij vanaf nu enkel nog kunnen gebruik maken van de halftijds vervroegde uittreding en de vrijwillige vierdagenweek na een collectief verzoek, dit wil zeggen een verzoek uitgaande van het gewest dat organiek bevoegd is om het toezicht uit te oefenen.

Voor de lokale overheden die reeds ingestapt zijn in het stelsel van de halftijds vervroegde uittreding (oude stijl, dus voor de laatste wijziging), betekent dit dat ze om in het nieuwe « uitgebreide » stelsel te kunnen stappen, een nieuwe aanvraag moeten indienen. Hun aanvraag moet ingediend worden bij de federale Minister van Ambtenarenzaken door het gewest dat organiek bevoegd is om het toezicht uit te oefenen over de desbetreffende lokale overheid. Dit betekent dat lokale overheden niet langer rechtstreeks hun aanvraag kunnen sturen aan de federale Minister van Ambtenarenzaken.

Wanneer het lokale bestuur onder het toepassingsgebied geplaatst is van de nieuwe regeling, betekent dit dat alle personeelsleden die reeds gebruik maken van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding en alle nieuwe aanvragen voor het stelsel zullen geregeld worden door de nieuwe bepalingen vanaf het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken. Concreet betekent dit dat personeelsleden die reeds gebruik maken van het stelsel van de halftijds vervroegde uittreding eveneens kunnen gebruik maken van de versoepeling van het stelsel en ook dat zij terug uit het stelsel kunnen stappen.

Voor de lokale overheden die reeds ingestapt zijn in het stelsel van halftijdse vervroegde uittreding en die geen aanvraag indienen voor het uitgebreide stelsel, verandert er niets en blijft het oude stelsel van toepassing op alle personeelsleden die reeds gebruik maken van het stelsel en op de personeelsleden die het stelsel aanvragen.

Ik wil er wel opwijzen dat de beide arbeidsherverdelende maatregelen (de vrijwillige vierdagenweek en de halftijds vervroegde uittreding) nog lopen tot 31 december 2007, tenzij zij verlengd worden.

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT